

Le droit du travail en pratique  
Arbeitsrecht in der Praxis

Collection dirigée par Gabriel Aubert  
Professeur à l'Université de Genève

Volume 23

# Les juridictions du travail en Suisse

Jane-Josée Alex Galley

Schulthess

2003

# TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	9
ABRÉVIATIONS PRINCIPALES	11
INTRODUCTION	15

## PARTIE I

### ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS DANS LE DOMAINE DES LITIGES DU TRAVAIL

#### CHAP. 1 LE CONTEXTE HISTORIQUE

1.1. L'ORGANISATION DES SOCIÉTÉS TRADITIONNELLES EN EUROPE	23
1.2. LES CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA RÉVOLUTION INDUSTRIELLE	25
1.2.1. La législation industrielle	26
1.2.2. L'organisation des classes ouvrières	28

#### CHAP. 2 LA CRÉATION DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS

2.1. LES PREMIERS TRIBUNAUX INDUSTRIELS EUROPÉENS	31
2.2. L'ÉMERGENCE DE TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS EN SUISSE	36
2.2.1. La répartition des compétences	37
2.2.2. La réglementation fédérale	38
2.2.3. Les cantons précurseurs (NE, GE)	39
2.2.3.1. L'organisation des premières juridictions	40
2.2.3.2. La compétence matérielle	42
2.2.4. L'émergence de juridictions communales (VD, LU, BE, ZH, SO, SG, FR, AG, BS)'	43
2.2.4.1. L'organisation	43
2.2.4.2. La compétence matérielle	46
2.3. LES SPÉCIFICITÉS DES TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS	48

#### CHAP. 3 DES TRIBUNAUX SPÉCIALISÉS AUX JURIDICTIONS ACTUELLES

3.1. L'ÉVOLUTION DES TRIBUNAUX EN EUROPE	52
3.2. L'ÉVOLUTION DES TRIBUNAUX EN SUISSE	58
3.2.1. La dénomination des juridictions spécialisées	59
3.2.2. Les prescriptions de procédure découlant du droit fédéral	60
3.2.3. La création de la juridiction valaisanne	65
3.2.4. L'organisation territoriale des juridictions spécialisées	66
3.2.4.1. L'organisation communale	66
3.2.4.2. L'organisation par district, cercle ou arrondissement	67
3.2.4.3. L'organisation régionale	69
3.2.4.4. L'organisation cantonale unique	69

3.2.5. La compétence des juridictions spécialisées	70
3.2.5.1. L'extension du champ de compétence matérielle	70
3.2.5.2. L'évolution de la valeur litigieuse	73
3.2.6. Les cas particuliers (TI, OW, JU)	77
3.3. LES SYSTEMES ACTUELS DE RESOLUTION DES CONFLITS	
DU TRAVAIL	78
3.3.1. Les juridictions spécialisées	79
3.3.2. Les juridictions ordinaires	80
SYNTHÈSE DE LA PARTIE I	81

## PARTIE II

### LES SYSTEMES CANTONAUX EN VIGUEUR EN MATIERE DE LITIGES INDIVIDUELS DU TRAVAIL

CHAP. 4	LES JURIDICTIONS CANTONALES SPÉCIALISÉES (AG, BE, BS, FR, GE, JU, LU, NE, SO, SG, VD, VS, ZH)	
4.1.	L'ORGANISATION JUDICIAIRE CANTONALE	85
4.1.1.	L'organisation communale	86
4.1.2.	Les autres modes d'organisation territoriale	87
4.2.	LES AUTORITES COMPETENTES	89
4.2.1.	L'instance de conciliation	89
4.2.2.	La première instance	91
4.2.3.	Les instances de recours	94
4.3.	LES BASES LÉGALES	95
4.4.	LES REFORMES RÉCENTES	97
4.5.	TABLEAU RÉCAPITULATIF	99
<b>CHAP. 5</b>	<b>LES JURIDICTIONS CANTONALES ORDINAIRES</b> (AI, AR, BL, GL, GR, NW, OW, SH, SZ, TI, TG, UR, ZG)	
5.1.	L'ORGANISATION JUDICIAIRE CANTONALE	101
5.1.1.	Une organisation par district ou région	101
5.1.2.	Une organisation en un seul ressort	102
5.2.	LES AUTORITES COMPETENTES	103
5.2.1.	L'instance de conciliation	103
5.2.2.	La première instance	103
5.2.2.1.	Les juridictions organisées en subdivisions	104
5.2.2.2.	Les juridictions organisées en un seul ressort	106
5.2.3.	Les instances de recours	107
5.3.	LA PROCEDURE APPLICABLE	107
5.4.	LES BASES LÉGALES	108
5.5.	TABLEAU RÉCAPITULATIF	109

<b>CHAPITRE 6 L'IMPORTANCE DÉMOGRAPHIQUE</b>	111
<b>SYNTHÈSE DE LA PARTIE II</b>	113

### **PARTIE III**

#### **LES JURIDICTIONS SPÉCIALISÉES DU TRAVAIL**

##### **SECTION I : ORGANISATION**

<b>CHAP. 7 LES JUGES DU TRAVAIL</b>	
7.1. LA QUALITE D'EMPLOYEUR ET DE TRAVAILLEUR	115
7.2. LES CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ	117
7.2.1. La nationalité suisse et le droit de vote au plan cantonal	117
7.2.2. L'exercice d'une profession	118
7.3. LA DESIGNATION DES JUGES	120
7.3.1. Les systèmes de désignation ; <	120
7.3.1.1. La nomination	120
7.3.1.2. L'élection professionnelle	121
7.3.1.3. Le système mixte	122
7.3.2. Les candidatures	123
7.3.2.1. Le rôle des organisations patronales et syndicales	123
7.3.2.2. Les cas particuliers	124
7.4. LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU MANDAT	125
7.4.1. Le mandat obligatoire ou facultatif du mandat	125
7.4.2. La durée du mandat	126
7.4.3. Les causes d'extinction du mandat	126
7.4.4. La formation des juges	127
<b>CHAP. 8 LES GROUPES PROFESSIONNELS</b>	
8.1. LA CONSTITUTION DE GROUPES PROFESSIONNELS	129
8.1.1. Les juridictions organisées sur la base de groupes professionnels •	129
8.1.2. Les juridictions ignorant le concept de groupes professionnels	135
8.2. L'EFFECTIF DES JURIDICTIONS CANTONALES	136
8.2.1. L'incidence de la densité de la population et du nombre de groupes professionnels	136
8.2.2. Les différentes catégories de juridictions	138
8.2.2.1. Les grandes juridictions	138
8.2.2.2. Les juridictions de taille moyenne	139
8.2.2.3. Les petites juridictions	141
<b>SYNTHÈSE DE LA SECTION I</b>	143

## SECTION II : COMPÉTENCE

## CHAP. 9 LA COMPÉTENCE RATIONE MATERIAE

9.1. LES LITIGES RELEVANT DU TITRE X CO	148
9.1.1. Les critères constitutifs du contrat de travail (art. 319 CO)	148
9.1.2. Le contrat de fait	151
9.1.3. Le contrat nul	151
9.1.4. La transaction	153
9.1.5. Les relations précontractuelles	153
9.1.6. Les relations postcontractuelles	154
9.1.7. La responsabilité de l'employeur au sens de l'art. 328.2 CO	156
9.2. LES LITIGES FONDES SUR DES LOIS SPÉCIALES	157
9.2.1. Les litiges fondés sur la LEg	157
9.2.1.1. L'attribution de compétences à un nouvel organe	158
9.2.1.2. L'extension de la compétence de la juridiction du travail	160
9.2.2. Les litiges fondés sur la LSE	162
9.2.3. Les litiges fondés sur la LPart	163
9.2.4. Les litiges fondés sur la LCD	163
9.3. LES PROCÉDURES PARTICULIÈRES	164
9.3.1. Les litiges en rapport avec l'application de la LP	164
9.3.2. Les mesures provisionnelles	167
9.4. LES SITUATIONS COMPLEXES	169
9.4.1. Une prétention unique fondée sur plusieurs causes	169
9.4.2. Les litiges distincts fondés sur plusieurs causes	172
9.4.3. Les litiges fondés sur un contrat mixte	174
9.4.4. La demande reconventionnelle et la compensation	176
9.4.4.1. Recevabilité de la compensation	176
9.4.4.2. Recevabilité de la demande reconventionnelle	177
9.4.4.3. Effets de l'incompétence de la juridiction du travail	180
9.4.5. Les litiges connexes au contrat de travail	181
9.5. LES RAPPORTS DE TRAVAIL DE LA FONCTION PUBLIQUE	182
9.5.1. Le principe	182
9.5.2. Les cas particuliers	185
9.5.2.1. Les rapports de travail soumis au droit public	185
9.5.2.2. Les rapports de travail soumis au droit privé	187
9.6. LES LITIGES FONDES SUR LES ASSURANCES SOCIALES	188
9.7. LE CARACTERE EXCLUSIF DE LA COMPETENCE DES JURIDICTIONS CANTONALES DU TRAVAIL	192
9.7.1. La saisine de la juridiction civile ordinaire	192
9.7.2. L'arbitrage des litiges individuels du travail	194
9.7.2.1. En droit fédéral	195

9.7.2.2. En droit cantonal	195
9.7.2.3. En droit international	197
9.8. LES IMMUNITES DE JURIDICTION	198
9.8.1. L'employeur est un Etat étranger	199
9.8.2. L'employeur est un agent diplomatique	200
9.8.3. L'employeur est une organisation internationale	202

## **CHAP. 10 LA COMPÉTENCE RATIONE VALORIS**

10.1. L'ETENDUE DE LA COMPÉTENCE DES JURIDICTIONS CANTONALES	205
10.2. LE CALCUL DE LA VALEUR LITIGIEUSE	208
10.3. LE MOMENT DÉTERMINANT POUR FIXER LA VALEUR LITIGIEUSE	212

## **CHAP. 11 LA COMPÉTENCE RATIONE LOCI**

11.1. L'ANCIEN ARTICLE 343.1 CO	215
11.2. L'ARTICLE 24 LFORS	216

## **CHAP. 12 LA COMPÉTENCE RATIONE PERSONAE**

12.1. LES PARTIES A UN LITIGE DU TRAVAIL	219
12.2. LA QUALITE POUR AGIR DES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES	225
SYNTHÈSE DE LA SECTION II	229

## **SECTION III : PROCÉDURE**

## **CHAP. 13 LE DÉROULEMENT DU PROCÈS**

13.1. LES REGLES APPLICABLES	236
13.1.1. L'application de la procédure civile ordinaire	236
13.1.2. Les fériés	237
13.2. LA DEMANDE	238
13.3. LA CONCILIATION	239
13.3.1. Les délais de convocation	240
13.3.2. La poursuite de la procédure en cas d'échec	241
13.4. L'INSTRUCTION DE LA CAUSE	243
13.4.1. La procédure orale	243
13.4.2. L'établissement d'office des faits	245
13.4.2.1. La maxime inquisitoire sociale	245
13.4.2.2. Les rôles respectifs du juge et des parties	247
13.4.3. La libre appréciation des preuves	248
13.5. LA COMPARUTION DES PARTIES	249
13.5.1. Le principe	249
13.5.2. L'assistance et la représentation des parties	250
13.5.2.1. La problématique	250

13.5.2.2. Les conceptions cantonales	252
13.5.2.3. Les personnes habilitées	255
13.5.2.4. L'incidence de la LEg	258
13.5.3. La comparution des entreprises	259
13.6. LE DEFAULT	261
13.6.1. Le défaut à l'audience de conciliation	261
13.6.1.1. Le défaut du demandeur	261
13.6.1.2. Le défaut du défendeur	263
13.6.2. Le défaut devant le tribunal	264
13.6.2.1. Le défaut du demandeur	264
13.6.2.2. Le défaut du défendeur	265
13.6.2.3. Le défaut simultané des deux parties	267
13.6.2.4. L'opposition au jugement rendu par défaut	267
13.7. L'EXCEPTION D'INCOMPETENCE RATIONE MATERIAE	269
13.8. L'INCIDENCE DU PENAL SUR LE CIVIL	271
13.9. LE PRONONCE DU JUGEMENT ET S A NOTIFICATION	272
13.10. LES FRAIS ET DEPENS	274
13.10.1. Définitions	274
13.10.2. Le principe de gratuité	275
13.10.3. Les émoluments et frais judiciaires	276
13.10.4. Les dépens	278
SYNTHÈSE DE LA SECTION III	281

#### *SECTION IV: VOIES DE RECOURS*

### **CHAP. 14 LES VOIES DE RECOURS**

14.1. LES PRESCRIPTIONS DE DROIT FÉDÉRAL	286
14.1.1. L'obligation du double degré de juridiction	286
14.1.2. Le pouvoir d'examen de la dernière instance cantonale	287
14.1.3. La maxime inquisitoriale sociale	288
14.2. LE REEXAMEN DE LA CAUSE EN FAIT ET EN DROIT	289
14.2.1. Les décisions attaquables	289
14.2.1.1. En fonction de la valeur litigieuse	289
14.2.1.2. Indépendamment de la valeur litigieuse	290
14.2.2. Les décisions soustraites au recours ordinaire	290
14.2.3. La procédure de recours	292
14.2.3.1. Les délais de recours	292
14.2.3.2. Les exigences de forme	293
14.2.3.3. Les exigences de contenu	294
14.2.4. Le jugement sur recours	298

14.3. LE REEXAMEN DE LA CAUSE LIMITE AU DROIT	299
14.3.1. Les décisions attaquables	300
14.3.2. La procédure de recours	301
14.3.2.1. Les délais de recours	301
14.3.2.2. Les exigences de forme et de contenu	302
14.3.3. Le jugement sur recours	302
14.4. LA REVISION	303
14.5. LES RECOURS FÉDÉRAUX	3
SYNTHÈSE DE LA SECTION IV	309
CONCLUSION	313

## ANNEXES

ANNEXE I    SOURCES FORMELLES	
DROIT FÉDÉRAL	- 321
DROIT CANTONAL	323
Les juridictions spécialisées	323
Les juridictions ordinaires	335
ANNEXE II   ACCÈS AUX BASES LÉGALES	
Adresses des sites internet utiles	339
ANNEXE III   TABLEAUX STATISTIQUES	
Répartition de la population résidente moyenne, par commune	341
Population résidente permanente à fin 2000	343
BIBLIOGRAPHIE	345